



FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 - Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

Communiqué de presse

Sécurité sociale : Toujours moins de remboursements !

En pleine réforme des retraites, le gouvernement annonce maintenant un plan de mesures destinées à contenir le déficit de l'assurance maladie : les assurés sociaux devraient, une fois de plus, participer à l'effort de maîtrise des dépenses de santé !

Pour la FGF-FO, c'est un nouveau recul de l'assurance maladie solidaire. En proposant de réduire la part des dépenses remboursées par l'assurance-maladie, au détriment des assurés, ce sont 500 millions d'euros de dépenses que le gouvernement cherche à reporter sur les ménages français.

Alors que la politique de déremboursements, pratiquée depuis plusieurs années, a montré ses limites dans la régulation des dépenses, le gouvernement s'acharne à faire payer les salariés.

Comme pour la réforme des retraites où la quasi-totalité des efforts demandés porte sur les salariés, le transfert de charges va également entraîner, par ricochet, des augmentations de cotisations des mutuelles.

Si ces mesures concoctées par le Ministère de la santé étaient retenues dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS), ceux qui n'ont pas les moyens de se payer une mutuelle se verraient alors appliquer une double peine.

Une fois de plus, ce sont les salariés qui vont devoir payer.

La FGF-FO dénonce ce coup de rabot social, qui s'ajoute à :

- La perte du pouvoir d'achat,
- La dévalorisation des agents publics,
- La dégradation des conditions de travail,
- La précarité et le chômage,

... et maintenant retraites, assurance maladie.

« *Ce sont toujours aux mêmes à qui on demande des sacrifices* ». En conséquence, la FGF-FO appelle tous les agents publics à se mobiliser pour dire au gouvernement :

«STOP aux réformes injustes»

**Le 23 septembre, mobilisons-nous massivement pour
obtenir le retrait du projet de loi sur les retraites !**

PARIS, le 21 septembre 2010